

n° reg 433 2

CEDOC
FONS
A. VILADOT

DOCUMENTS

Les communistes et la situation actuelle

"Ouverture, democratisation..."

Sur la "Junta Democratique d'Espagne"

Face aux organismes unitaires

MOUVEMENT COMMUNISTE D'ESPAGNE

CEDOC
BIBLIOTECAS
TOPOGRAFIA

CEDOC

PRESENTATION

Nous présentons ici l'édition en Français du premier numéro de "DOCUMENTS" une nouvelle publication que notre Parti, le Mouvement Communiste d'Espagne, publiera régulièrement en Français et en Allemand.

"DOCUMENTS" se composera d'une part d'articles et de travaux qui paraîtront dans nos divers organes de presse réguliers (qu'ils soient de caractère central, régional, ou local) qui à notre avis offriront un certain intérêt pour un non espagnol, d'autre part d'appels à la lutte, de déclarations, de tracts publiés dans la chaleur du combat par les différentes organisations du M.C.E. Ces documents tenteront de refléter au mieux les positions politiques et l'activité de notre Parti.

Avec la publication de "DOCUMENTS" nous voulons faire connaître nos positions ainsi que nos projets sur les divers problèmes de la Révolution Espagnole, répondant de ce fait aux questions posées par quelques organisations révolutionnaires d'Europe.

Nous désirerions également que "DOCUMENTS" soit une aide au rapprochement et à l'amitié entre notre peuple et les peuples des pays de langue française, entre notre Parti et les Communistes et Révolutionnaires de ces pays, vers lesquels les Communistes Espagnols montrent tant de chaleur et de reconnaissance par leur généreuse solidarité aux luttes de notre peuple.

Les articles de ce premier numéro de "DOCUMENTS" sont tous consacrés à exposer les points de vue de notre Parti sur la situation actuelle de l'Espagne, situation qui se caractérise par une extraordinaire croissance des luttes de masses; et cette situation se manifeste aussi l'oligarchie projète, de plus en plus sérieusement, la possibilité d'introduire certains changements dans sa forme de gouverner -par laquelle excuse depuis plus de 35 ans- abandonnant sans vergogne les

côtés fascistes de sa domination, et accordant ainsi certaines libertés afin de la consolider.

Il est d'une importance capitale pour les Communistes, et en général pour tous les Révolutionnaires, de savoir capter la nouvelle situation qui se crée en Espagne ces derniers temps, de savoir interpréter celle-ci à la lumière des principes généraux du Marxisme, du Léninisme et de la pensée de Mao-Tse-Tung, afin de pouvoir ainsi démanteler les plans des réactionnaires et amener une tactique qui permettra d'aller de l'avant, avec, fermeté, sur le chemin de la Révolution.

Notre désir est, que dans un premier temps, et cela malgré les difficultés matérielles, "DOCUMENTS" paraîsse régulièrement tous les trimestres. Nous espérons arriver à ce premier but.

Nous ne voulons pas terminer cette présentation sans vous dire que toutes sortes de critiques, de commentaires, de suggestions, de votre part, tant sur leur présentation seront bienvenues.

Le Comité de l'Emigration
du
Mouvement Communiste d'Espagne

DOCUMENTS SUR LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Communiqué de notre Parti sur la "Junta Democratique d'Espagne"

Une déclaration signée par la JUNTA DEMOCRATIQUE a été publiée le 30 Juillet.

Nous ne sommes d'accord ni avec ce qu'elle implique, ni avec son programme. Ceci nous a conduit à publier ce communiqué, dans lequel nous exposerons notre point de vue à propos de la création de cette JUNTA.

De prime abord, une chose saute aux yeux: la JUNTA veut regrouper les forces d'opposition au régime, elle prétend réunir "les organisations et les hommes qui sont les représentants légitimes des aspirations démocratiques au niveau national", ainsi que "ces personnalités avec à représenter le mouvement ouvrier, les travailleurs etc....". A notre avis, la réalité est bien différente: la JUNTA s'est formée en marge de ces forces, en marge de la majorité des organisations révolutionnaires, des commissions ouvrières, que l'on n'a même pas invitées, ni consultées auparavant..., que l'on a finalement placées devant un fait accompli.

Mais pour saisir sa véritable signification, sour savoit à qui profite la politique de cette "JUNTA DEMOCRATIQUE" -au peuple ou à ses ennemis, les grands capitalistes- il faut voir dans quelles conditions elle a été constituée et quelles sont les grandes lignes de son programme.

Voici quelques jours, un Gouvernement a provoqué une profonde indignation dans le peuple espagnol: Miguel Roldan est tombé à Cartagena, assassiné par la Guardia Civil. Un nouveau crime du ré-

me de Franco. Mais, en même temps, le peuple se bat contre cette odieuse Guardia Civil, un peuple qui ne se résigne pas au sort que lui réserve le régime franquiste: aujourd'hui, les habitants de... affrontent la Guardia Civil pour obtenir l'eau dans leur quartier.

Les événements de Carmona donnent une vision en raccourci de trente années de fascisme: Des masses ouvrières exploitées jusqu'à l'extrême limite, absence de toute liberté, assassinats, tortures, emprisonnement de ceux qui luttent pour leurs libertés, pour leurs salaires. Voilà le triste bilan d'un Etat, né de l'écrasement du peuple par les grands capitalistes, qui s'est forgé en assassinant des milliers et des milliers de démocrates dans l'après-guerre; un Etat qui, avec sa police, sa Guardia Civil et son armée, a servi et sert encore fidèlement le grand capital.

Et pourtant, la combativité des masses s'est accrue ces dernières années. La répression n'a pas pu empêcher l'essor des luttes, leur élargissement et leur extension à d'autres régions du pays. Le soif de liberté est toujours plus fort; au sein du peuple, des couches de plus en plus larges entrent dans la lutte contre la politique de répression du régime.

Dans ces conditions, le régime des grands capitalistes s'installe chaque jour davantage. L'"ouverture" ou la monarchie fasciste de Juan Carlos ne résoudraient strictement rien. Et, de surcroît, deux autres problèmes se posent: la succession de Franco et la crise économique dont ils sont les premiers responsables.

Faisant face à cette situation, certaines fractions de l'oligarchie envisagent de modifier la forme de gouvernement afin de mieux assurer leur domination. De telles modifications pourraient entraîner la concession de certaines libertés, mais ne porteraient pas sur l'appareil d'Etat.

Quel objectif poursuivent-ils? Ne serait-ce pas d'assurer leur domination -le pouvoir de la grande bourgeoisie- en essayant de gagner certaines franges des masses, de neutraliser ainsi le mouvement ouvrier et populaire? Ce qui leur offrirait, de plus, de nouvelles possibilités d'expansion économique grâce à des relations internationales, conséquence probable d'un tel changement...

Et quel est, dans cette situation, le rôle joué par la JUN?

TE DEMOCRATIQUE? Son apparition aujourd'hui offre une issue à l'impasse actuelle, issue qui n'est certes pas faite pour effrayer l'oligarchie: celle-ci envisage la solution de rechange décrite plus haut. Elle est faite à sa mesure elle coïncide parfaitement avec ses "prévisions". Voyons de plus près:

La JUNTA préconise dans la déclaration le maintien de l'état actuel, quelque soit le changement. C'est ainsi que l'on trouve des phrases du genre: "La continuité de l'Etat exige aujourd'hui, pour des raisons de dignité et de responsabilité nationale, la non-continuité du régime." Et, si ces doutes subsistaient quant à la portée réelle de cette phrase, un autre élément confirme notre analyse: On ne propose même pas la suppression des appareils répressifs: Guardia Civil, police armée etc... De tout cela, on ne souffre mot dans le programme... Les chiens de garde du fascisme, du grand capital, ceux-là mêmes qui ont exercé la répression la plus féroce contre le peuple, tous ceux-là resteront en fonction.

Le désir de la JUNTA d'embellir l'Etat actuel se manifeste tout au long de la déclaration. Cet Etat, nous dit-on, eût surgi d'une guerre civile qui vit une partie du peuple (!!!) vaincre l'autre. Voir dans une guerre déclenchée par une conjuration de généraux fascistes, à la solde de l'oligarchie, contre un gouvernement issu de la volonté populaire, voir dans l'écrasement du peuple par les grands capitalistes la "victoire d'une partie du peuple" c'est falsifier l'histoire de la façon la plus grossière, c'est vouloir effacer des milliers et des milliers de crimes commis contre le peuple durant la guerre et jusqu'à nos jours. Si la JUNTA veut épaiser la juste haine que les fils du peuple, que les fils de toutes ces victimes manifestent contre l'Etat fasciste, sa tâche ne sera pas facile...

Le paternalisme, l'identité des points de vue avec l'oligarchie apparaissent tout au long de la déclaration.

On en arrive même à prétendre que les intérêts de l'oligarchie et ceux du peuple sont conciliables, lorsque l'on parle des "aspirations morales et matérielles des classes travailleuses et de la grande bourgeoisie monopliste qui convergent aujourd'hui vers la liberté...". Et de l'expliquer "...parce que le dynamisme des forces économiques et sociales(...)ne conduit pas aujourd'hui à la confrontation antagoniste, mais à la libre concertation préatrice de progrès."

"Convergence des aspirations matérielles" des grands exploitateurs et du peuple travailleur! Le peuple peut-il avoir des intérêts similaires ou identiques à ceux de la grande bourgeoisie qui doit sa fortune au travail et à la souffrance des travailleurs, qui n'a pas hésité à nous priver de toute liberté, de tout droit pendant plus de trente ans? Et ce n'est pas là une trovaile du grand capital: il y a belle lurette que le fascisme nous conte ses sornettes sur la disparition de la lutte de classe. Quel peut être le but de ces arguments si ce n'est d'embellir la domination du grand capital?

Ni dans la déclaration, ni dans le programme ne se trouve une seule exigence contraire aux intérêts des grands capitalistes: ni dénonciation de l'exploitation des masses travailleuses, des paysans livrés aux propriétaires fonciers, ni exigence antimonopoliaste, ni la moindre revendication de réforme agraire... on ne demande même pas le châtiment des politiciens véreux qui se sont enrichis par des fraudes scandaleuses, on passe sous silence la question de l'indépendance des colonies espagnoles en Afrique...

L'oligarchie ne voulant pas mettre en question, renoncer au centralisme despote, qui opprime aujourd'hui les peuples basques, catalan et galicien, la JUNTA lui emboîte le pas. Un point du programme qui reconnaît apparemment le sort injuste réservé à ces peuples est remis en question par l'affirmation catégorique de "l'unité de l'Etat espagnol".

Peut-on s'appeler "démocrate" et refuser le droit à l'autodétermination aux nationalités opprimées, leur refuser le droit de choisir entre l'Etat espagnol et la formation d'un nouvel Etat? Proclamer le droit à l'autodétermination des nationalités basques, catalane et galicienne, est un devoir imprescriptible de tous les éléments antifascistes, de tous ceux qui luttent pour la liberté. La JUNTA ignore ce droit fondamental: bien au contraire, elle veut maintenir cet Etat qui a réoré fermement toute vélibilité de promouvoir la culture propre de ces peuples, qui a déclaré une guetre sans merci aux défenseurs des libertés nationales.

La JUNTA propose le rétablissement des libertés. Mais avant tout, il faut savoir qui sera garant de ces libertés. Le Guàrdia Civil, l'armée ou la police armée... ces fermes soutiens du régime fasciste? ou les tortionnaires de la Brigade politique-sociale, auxquels on promet l'amnistie? Situation bien fragile pour considérer des libertés!

Et si les choses tournaient mal pour l'oligarchie, si un manœuvre échouait à mi-chemin, elle n'hésiterait pas à faire intervenir ces "troupes": elles ont été créées et entraînées à cet effet. La répression la plus sauvage s'abattait encore une fois sur le peuple.

Les communistes et les révolutionnaires luttent aujourd'hui pour la liberté. Nous voulons unir le peuple dans ce combat. Mais nous pensons qu'une liberté et une démocratie réelles ne se fondent que sur un pouvoir révolutionnaire. Nous lutterons sans dépit pour l'instituer, nous lutterons jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois.

Ceci n'est pas la position des protecteurs de la JUNTA, ni de Santiago Carrillo, membre de la JUNTA, dirigeant de ce qui fut un jour le parti communiste. Sa politique, c'est la conciliation avec les ennemis du peuple, c'est le refus de détruire l'Etat de l'oligarchie, à laquelle il apporte son appui; il l'aide à connaître sa dictature en échange de la concession de quelques libertés.

Nous appelons donc tous les antifascistes, tous les démocrates à redoubler d'effort dans leur lutte contre le régime fasciste, dans leur lutte pour la liberté sans Guardia Civil, sans police armée, sans tortionnaires et sans bandes fascistes. Une liberté qui suppose le droit à l'autodétermination pour tous les peuples d'Espagne.

Nous appelons toutes les forces antifranquistes, tous ceux qui, appartenant à la JUNTA, sont prêts à combattre le régime de Franco, à discuter d'actions unitaires dans la lutte pour les libertés, contre la restauration d'une monarchie fabriquée par Franco, pour l'amélioration des conditions de vie de notre peuple.

Aujourd'hui, plus que jamais, tous unis dans la lutte contre le régime fasciste, contre l'Etat des grands capitalistes!

22 Août 1974

La JUNTA DÉMOCRATIQUE propose:

- 1.- La formation et la mise en place d'un gouvernement progressiste dont la tâche première sera de prendre aux

pegnoles de plus de 18 ans leur pleine citoyenneté, par la reconnaissance de toutes les libertés, croîts et de voits démocratiques.

- 2.- L'annistie totale de toute responsabilité pour des faits de nature politique ainsi que la libération immédiate de toutes les personnes détenues pour des raisons politiques ou syndicales.
- 3.- La légalisation de tous les partis politiques sans exception.
- 4.- La liberté syndicale et la restitution au mouvement ouvrier des biens des syndicats verticoaux.
- 5.- Le droit de grève, de réunion et de manifestation pacifique.
- 6.- La liberté de presse, de radio, d'opinion; le droit à l'information objective dans les mass media de l'Etat, en particulier à la télévision.
- 7.- L'indépendance et une juridiction unique de la fonction judiciaire.
- 8.- La neutralité politique des forces armées qui devront se consacrer uniquement à la défense du territoire.
- 9.- La reconnaissance au sein de l'Etat espagnol unique de la personnalité politique des peuples catalan, basques et galicien et des communautés régionales qui statueront démocratiquement de cette reconnaissance.
- 10.- La séparation de l'Eglise et de l'Etat.
- 11.- L'organisation d'un scrutin populaire entre le douzième et le dix-huitième mois à partir du jour de la restauration des libertés démocratiques, en respectant toutes les garanties de liberté, d'égalité et d'impartialité pour statuer de la forme définitive de l'Etat.
- 12.- L'intégration de l'Espagne dans la Communauté Européenne, le respect des accords internationaux et la reconnaissance du principe de la coexistence pacifique.

(Servir al Pueblo N° 51, Septiembre de 1974)

"OUVERTURE, DEMOCRATISATION"...

Les ennemis de notre peuple sont préoccupés. Le mouvement des masses ouvrières et populaires contre l'exploitation et l'oppression est en augmentation constante. Le spectre d'une crise économique particulièrement grave se dessine à l'horizon. L'isolement international du régime franquiste est accusé. L'impossibilité de profiter du processus d'intégration européenne, dû à l'existence du fascisme dans notre pays, handicape sensiblement le grand capital espagnol. Et, de surcroît, le problème de succéder de façon efficace au criminel Franco est chaque jour plus aigu.

Les préoccupations des actuels maîtres d'Espagne peuvent être résumées comme suit : "Que faire pour mieux assurer notre domination ?".

Le monstrueux appareil d'intoxication qu'est la presse financée par les grands capitalistes prémrite les réponses des uns et des autres.

Pour les uns, de plus en plus minoritaires, la réponse est toujours la même : la liberté, c'est le chaos; la démocratie, c'est la perte; les partis politiques, la désintégration nationale. La seule politique est celle de la politique du bâton.

UNE OPERATION CONTRAREVOLUTIONNAIRE

Les autres pensent qu'il faut favoriser une évolution vers des forces de gouvernement moins scandaleuses, moins terroristes, plus libérales. Parmi ces derniers, il y a les partisans d'une transformation gracieuse, sans saut brusque, conduite - au moins dans la première phase - par le duo Arive-Juan Carlos. Il y a aussi les partisans d'un changement plus draconien, plus radical ce qui devrait permettre de créer une nouvelle situation, moins liée au franquisme.

Il faut dire, pourtant que, parmi les propagandistes de cette évolution, il existe un véritable accord sur les questions fondamentales : il ne faut ni attaquer ni affaiblir les forces de répression, il ne faut pas châtier ceux qui ont soumis le peuple à une féroce dictature fasciste, il ne faut, d'aucune façon attenter contre les intérêts économiques de la grande bourgeoisie.

Ce qu'ils proposent en effet, n'est pas un changement politique transcendental: Ils proposent une rénovation de

nière par laquelle la grande bourgeoisie exerce sa domination, ils proposent quelques modifications pour rendre cette domination encore plus solide.

Pour eux, la concession de certaines libertés n'est qu'un moyen pour gagner quelques appuis parmi les masses, qui aujourd'hui leur font complètement défaut. C'est un moyen pour s'allier avec les partis réformistes qui se trouvent actuellement en clandestinité. C'est un moyen pour tenter de freiner, de canaliser le mouvement revendicatif des masses. C'est un moyen pour faire front à l'actuel isolement international du Régime et pour resserrer les liens avec la Communauté Européenne. C'est un moyen, en somme, pour augmenter le nombre de partisans du pouvoir du grand capital pour diminuer le nombre de ses adversaires, pour stabiliser et renforcer le capitalisme.

Les grands exploitateurs manient la possibilité de mettre sur pieds le pacte suivant avec l'opposition: "nous vous donnons certaines libertés et vous, en échange, vous vous engagez à soutenir le Gouvernement qui ouvre la voie à cette nouvelle situation, vous renoncez à faire de l'agitation révolutionnaire au sein des masses, vous respectez nos forces de répression..."

LA POLITIQUE REFORMISTE

Telle est l'offre qui est aujourd'hui sur le tapis. Comment l'accueilleront les forces politiques qui sont dans la clandestinité ?

Vont-ils s'unir avec la grande bourgeoisie pour essayer de paralyser le peuple ou vont-ils s'unir avec le peuple pour faire avancer la lutte contre la grande bourgeoisie, quelle que soient les forces de domination de celle-ci ?

Quelques-uns se sont déjà prononcés. Ainsi les dirigeants de ce qui fut un jour le Parti Communiste se sont engagés à appuyer un Gouvernement provisoire qui, bien que concédant certaines libertés, ne châtierait pas les auteurs de crimes fascistes commis contre le peuple, ni ferait le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, ne dissoudrait pas les forces répressives du grand capital, et ne prendrait pas de mesures économiques contre les grands exploitateurs.

S'identifier avec un Gouvernement qui met en pratique cette politique -et même y participer, comme se sont engagés les dirigeants du Parti cité ci-dessus- est une façon de donner son accord à cette opération destinée à éloigner la révolution.

...ET LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Mais, bien que ces derniers et d'autres dirigeants réformistes se sont engagés à appuyer la classe au pouvoir si celle-ci se décide à modifier sa politique dans le sens qui vient d'être défini, il y a d'autres Partis, -parmi lesquels figure le nôtre- qui ont dénoncé ce pacte et ont proclamé leur volonté de ne pas céder dans la lutte contre les grands exploiteurs, contre leurs forces de répression et contre le capitalisme.

A notre avis, le problème doit être posé de la façon suivante : La grande bourgeoisie est l'ennemi principal de la classe ouvrière. Si cette classe s'accroche aux formes de domination fascistes, nous continuerons la lutte comme celle menée jusqu'à maintenant pour la liberté, pour la démocratie, pour l'instauration d'un pouvoir révolutionnaire et populaire qui ouvre la voie au socialisme.

Si, à l'inverse, la grande bourgeoisie choisit de modifier la forme de la dictature et penche vers un système de type parlementaire, nous ne cesserons pas, pour cela, de lutter contre cette classe et ses chiens de garde. Nous profiterons des possibilités que peut offrir cette situation pour renforcer notre combat. Bien que la grande bourgeoisie concorde certaines libertés et revête sa dictature avec le manteau du parlementarisme, nous ne dénoncerons pas le drapeau de la révolution, nous ne donnerons aucune trêve à nos ennemis.

Nous pensons qu'il est vital de montrer aux masses ouvrières et populaires la nécessité de rester vigilants et de poursuivre l'action contre les exploiteurs et leur Etat, bien qu'ils s'accommodent à certaines libertés.

Si ceci se passe, que personne puisse dire dans les rangs populaires : "Nous avons déjà atteint nos objectifs".

DEUX IDEES CLE

Pour faire front, avec succès, à ces changements possibles, nous devons expliquer mille et une fois deux idées fondamentales :

La première est que ces libertés possibles seraient extrêmement fragiles. Si c'est la classe actuellement au pouvoir qui

les contrôle, grâce à ses forces armées, ces libertés seraient balayées par le vent au cas où elles créeraient des problèmes sérieux pour la grande bourgeoisie.

La deuxième idée est que les masses ouvrières et populaires ne doivent pas s'arrêter pour l'obtention de certaines libertés. Elles doivent savoir, elles doivent comprendre que, même avec certaines libertés, le capitalisme c'est l'esclavage pour les travailleurs et leurs familles, que seul le socialisme peut apporter une solution efficace à leurs problèmes, lui seul peut assurer une démocratie réelle pour les masses populaires, lui seul peut faire en sorte que notre peuple bénéficie d'un bien-être croissant, de la culture, du bonheur.

PAS DE TREVE A L'ENNEMI DE CLASSE

Si les changements dont nous parlons se produisent en Espagne, nous, les communistes, nous nous engagerions à ce que les masses utilisent le moindre fragment de liberté pour exiger que soient châtiés les assassins et les tortionnaires d'aujourd'hui; pour revendiquer la dissolution des organismes qui se sont compromis dans la répression, pendant ces années.

Nous nous efforcerons également à ce que les masses travailleuses dirigent leurs coups contre les grands bourgeois qui ont instauré le fascisme en Espagne. Nous lutterons pour que soient prises des mesures politiques et économiques contre ceux qui tiennent la liberté pour notre peuple, contre ceux qui l'exploitent jusqu'à l'extrême.

Nous lutterons également pour élargir les libertés au-delà les grands exploitateurs sont disposés à céder.

QUELQUES NECESSITES ACTUELLES

Mais il est certain que nous ne sommes pas encore arrivés à ce stade et il n'est pas absolument certain que nous y arriverons un jour. Nous nous affrontons actuellement à un régime fasciste extrêmement répressif quoi qu'il combine parfois la répression avec des processus de "libéralisation" et avec certaines concessions d'"ouverture".

Dans ces conditions, qu'il est nécessaire d'entraîner les masses dans une lutte qui unit l'exigence de liberté, de meilleures conditions de vie, avec la revendication de mesures destinées à frapper le pouvoir politique et économique de la grande bourgeoisie. La popularisation de mots d'ordre comme "dissolution des

appareils répressifs!", "Châtiment pour les responsables des crimes contre le peuple!", "Jugement public des spéculateurs et des responsables des grands scandales financiers"... doit jouer un rôle primordial.

La mobilisation et l'organisation des masses autour de ces thèmes, appropriés aux circonstances actuelles, est fondamentale pour accroître leur conscience politique, pour mener la lutte contre le fascisme et l'oligarchie, pour entraver les manœuvres réactionnaires qu'on s'apprête à faire dans le dos du peuple travailleur.

Nous, communistes, devons nous efforcer d'expliquer aux masses notre point de vue à propos des problèmes politiques actuels, problèmes qui intéressent des couches de plus en plus larges. Le travail d'explication et d'éducation politique a une importance particulière au sein des organisations de masse, celles-ci étant de plus en plus obligées à prendre position face aux problèmes politiques actuels.

En même temps, nous devons développer une politique unitaire, destinée à faire échouer les manœuvres en cours, visant à isoler les révolutionnaires. Cette politique doit chercher l'unité avec toutes les forces qui hésitent entre la ligne réformiste et la ligne révolutionnaire et qui, si nous n'agissons pas correctement peuvent être manipulées par le réformisme réactionnaire. C'est dans cette optique que notre participation à différents organismes unitaires des forces d'opposition prend sa véritable signification.

En même temps nous devons surmonter les obstacles qui entravent aujourd'hui la plus solide unité entre les forces de tendance révolutionnaire. Si cette unité se fait en réalité, nous sommes sûrs que l'influence des révolutionnaires dans les luttes actuelles peut être très importante.

De même, il est nécessaire de savoir profiter au maximum des nouvelles possibilités légales qui ont été ouvertes dernièrement dans la chaleur de la politique d'"ouverture" d'Arías Navarro. Bien que ces possibilités sont encore réduites, (nouvelles formules pour l'élection et le fonctionnement des délégués universitaires, une plus grande tolérance à certains endroits, face aux assemblées ouvrières, les associations de voisinage...) il faut en tenir compte. Il ne faut pas oublier non plus que si le Gouvernement poursuit cette politique, de telles possibilités vont se multiplier dans les prochains mois. Et c'est à nous de faire pression pour qu'elles se développent effectivement. Ils veulent poursuivre leur "ouverture" qu'ils en payent.

Soyons attentifs à tous les tournants de la situation, sachons percevoir tout élément nouveau, barrissons les schémas rigides et les idées préconçues !. Appliquons nos principes révolutionnaires à la situation concrète ! .

(*Servir al Pueblo N°32, Octubre de 1974*)

FACE AUX ORGANISMES UNITAIRES

Differentes organismes se sont constitués dernièrement -au plan national, régional ou local- qui prétendent regrouper les forces d'opposition au régime franquiste.

La "Conférence Démocratique" a suivi "la Junta Démocratique". Dans un même temps, se constituerent plusieurs "Tables rondes" et "Assemblées" de caractère local qui s'ajoutent à celles qui, comme l'Assemblée de Catalogne, existaient déjà.

Le but de cet article est de donner un résumé des positions de notre Parti face aux organismes qui prétendent regrouper les forces d'opposition.

Tout d'abord nous tenons à préciser que le M.C.E. a toujours cherché l'unité avec tous ceux qui étaient prêts à faire ne serait-ce qu'un pas en avant dans la lutte contre le fascisme ou contre certains aspects de celui-ci. Ainsi, nous avons toujours examiné avec intérêt toute possibilité de créer des organismes uni-

17

taires ou de s'intégrer dans ceux qui existent déjà.

Le faisant, nous avons pu constater qu'il y a deux catégories différents d'organismes: d'un côté ceux qui effectivement cherchent à regrouper le plus grand nombre possible de forces politiques, d'un autre côté, ceux qui, tout en se proclamant totalement unitaires, sont en fait des regroupements de forces de la même tendance politique.

Nous pensons qu'il est nécessaire de distinguer ces deux types d'organismes et de démasquer ces derniers qui tentent de s'attribuer une représentativité, un caractère de large unité qu'ils ne possédaient pas, en réalité.

Chacun est libre de s'unir avec qui il veut et nous avons toujours cherché à resserrer les liens avec les forces politiques les plus proches, si on prétend regrouper le plus grand nombre possible de partis et d'organizations, si on prétend aussi représenter la majorité de l'opposition, et cela que ce soit au niveau local ou national, on ne doit pas ignorer ou marcher contre les principes suivants:

1.- Il faut établir des consultations préalables entre les différents forces de l'opposition avant de former des organismes de ce type. Car sans agir ainsi, si en premier lieu l'organisme en question se constitue en incluant un ou deux partis sans tenir compte des autres et qu'après ces derniers se trouvent devant le fait accompli, des doutes peuvent apparaître sur les intentions d'union des responsables de cette initiative. Si le désir est de réunir le plus grand nombre de partis, pourquoi ne pas consulter chacun afin d'obtenir un accord avec eux?

2.- Une large unité n'est possible que si elle repose sur un minimum de points acceptés par la majorité des forces. Actuellement il y a dans l'opposition une coexistence de partis politiques avec des lignes très différents les unes par rapport aux autres. Si on cherche à les unir dans un organisme, il est impossible d'imposer un programme trop détaillé. En agissant ainsi, on rompra l'unité, l'organisme perdra le caractère de lieu de convergence d'un nombre varié d'organizations et deviendra une alliance de forces politiques de la même tendance.

3.- Aucune force de l'opposition qui désire participer à

la vie de ces organismes ne doit être exclue. Des personnes se prenant pour juges et décidant quels Partis ont le droit d'être représentés dans l'organisme et quels autres doivent être exclus, ne manquent pas. À notre avis ce comportement sectaire témoigne un mépris mal camouflé par rapport à l'unité des forces antifranquistes et met en évidence la faiblesse des positions politiques de ceux qui craignent la confrontation avec ceux qui pensent différemment. D'un autre côté il en significat que ces exclusivités viennent presque toujours de certains secteurs réformistes et se dirigent contre des organisations opposées au réformisme - fait qui s'est produit récemment avec la "Mesa democrática de Madrid" dans laquelle deux partis désirant de participer n'ont pas été admis.

Voilà, dans les grandes lignes, l'attitude de notre Parti face à ce problème.

Nous ne terminons pas sans insister sur le fait que cette attitude face aux organismes unitaires n'est pas incompatible avec la recherche d'une unité parallèle, de toutes les forces révolutionnaires. Cette unité sur des bases plus concrètes plus avancées est particulièrement urgente aujourd'hui, en prenant conscience que des regroupements accélérés des différents familles réformistes donnent leur appui à une politique de réformes favorable aux intérêts de la grande bourgeoisie contraire aux intérêts profonds du peuple travailleur.

(Servir al Pueblo N°32, Octubre de 1974)

LES COMMUNISTES ET LA SITUATION ACTUELLE

Franco est encore du monde des vivants. Dommage que la maladie dont il a souffert n'a pas été suffisamment forte pour envoyer ce personnage odieux à l'autre monde. Même si la maladie n'a pas accomplie ce qu'on attendait d'elle, elle a au moins ajouté un certain piquant à l'actualité politique espagnole. Profitant de la transmission temporaire des pouvoirs à Juan Carlos, les "barons" du régime ont organisé une campagne de promotion du futur roi.

Quels sont les résultats obtenus? Ils ont simplement renouvelé à notre encore plus en évidence que la perspective d'avoir ce disciple de Franco à la tête de l'Etat ne suscite pas le moindre enthousiasme populaire. Cette marionnette fasciste est considérée comme un fanfaron mi-antipathique, mi-grotesque et dans le meilleur des cas on le regarde avec l'indifférence la plus profonde.

La dernière maladie de Franco a en soi pour effet de multiplier les conjectures, déjà nombreuses ces dernières temps sur l'avenir du pays.

Beaucoup de gens se demandent ce qui va se passer. Serait-il possible que tout continu comme avant? Peut-on espérer que ça change? Répondant à ces questions quelques journaux insistent actuellement, et en particulier depuis les événements du Portugal, sur ce qu'ils appellent la "maturité politique des Espagnols" et sur la nécessité de procéder à une "démocratisation" du système dans un bref délai. D'autre part, des forces politiques travaillant dans la clandestinité se sont manifestées en disant à peu près la chose suivante: même si Franco devait résister encore un certain temps, il n'est en fait qu'un cadavre politique; le franquisme est bel et bien mort et la démocratie ne tardera pas à arriver. Telle est l'opinion que M. Santiago Carrillo, secrétaire de ce qui fut en d'autres temps le Parti Communiste d'Espagne, a rendue publique récemment à Paris.

conférence de presse destinée à présenter le programme d'une "Junta démocratique" qui, semble-t-il, fonctionne déjà depuis 1 an. La mise en pratique de ce programme qui prétend apporter une solution le rechange au régime fasciste actuel ne signifierait pas la fin de la domination de la grande bourgeoisie, qui détient actuellement le pouvoir, mais un simple changement de style dans les forces de cette domination.

La conviction d'un changement inévitable en Espagne se répand peu à peu dans des couches de plus en plus larges des masses. Dans beaucoup de cas le désir d'en finir avec le régime franquiste est plus fort que la réalité même; c'est le désir de se débarrasser de ce poids immense, c'est le sentiment diffus, mais profond d'un espoir qu'on pourrait exprimer ainsi "ça fait déjà tellement longtemps qu'en porte cette croix sur les épaules qu'il ne peut pas ne pas se passer quelque chose". Ce qu'il s'est passé au Portugal a renforcé cette conviction, qu'il faut avouer distinguer de la "conviction" de ceux qui ont déjà projeté tout fait dans leur poches et qui ne cherchent qu'à manipuler les consciences pour que le peuple ne succombe à ces projets, comme dans le cas du programme que nous avons déjà mentionné et sur la signification duquel nous reviendrons plus tard.

Auparavant nous voulons examiner si effectivement il y a quelque chose dans la réalité espagnole qui donne bien à ce qu'on envisage sérieusement la possibilité d'un changement. Et quand nous parlons de changement nous ne pensons pas à ce fascisme retouché, que les politiciens du régime agitent de temps en temps en le présentant comme une solution très souhaitable, mais à un changement du genre de celui que propose Santiago Carrillo, c'est à dire, un changement qui, sans entraîner la perte du pouvoir pour l'oligarchie, modifierait effectivement la forme d'exercer ce pouvoir, ce qui arriverait dans le cas où elle concederait certaines libertés politiques.

LA SITUATION DANS LES DERNIERS MOIS

Du côté du peuple, la situation pendant ces derniers mois se caractérise par une lutte intense: d'innombrables luttes dans les quartiers; des luttes d'étudiants de grande envergure qui ont couronné une année très mouvementée surtout dans certains coins d'Espagne. D'autres couches non prolétaires

les paysans, les producteurs de lait, les avocats,... ont mené des actions de plus ou moins grande envergure. Mais c'est surtout les luttes ouvrières qui ont pris un relief tout particulier, comme le montrent les grèves nombreuses et combatives de ces dernières semaines, dont beaucoup ont duré plus d'un mois (Solvay et Elles à Barcelone, les mineurs asturiens de la Camocha, Authi et Villanueva à Pampelune...). Certaines zones ont connu des grèves générales: ainsi la région du Bajo Llobregat (Barcelone), Tolosa (Guipúzcoa), Berriz (Vizcaya). Tout ceci montre une fois de plus que, du côté peuple, il y a une grande indignation contre la surexploitation et l'oppression dont souffrent les classes travailleuses de ce pays. Et le peuple le manifeste en revêtant notamment à sa charge. Il n'y a donc rien de nouveau de ce côté, si ce n'est que l'affrontement du peuple avec ses ennemis est chaque fois plus dur et touche des couches toujours plus vastes.

Et du côté des ennemis du peuple?

La politique que poursuit actuellement la grande bourgeoisie se caractérise par une intensification de la répression et par l'enquête d'une certaine "libéralisation" qui jusqu'à ce jour s'est manifestée presque exclusivement dans la presse.

En matière de répression le gouvernement d'Aris Navarro n'a rien à envier à ceux qui l'ont précédé. Le bilan des soixante-dix exercices de cette équipe qui parle tant d'ouverture*, et de "libéralisation" ne peut être plus éloquent: déjà, six fils de notre peuple ont été assassinés sous ce gouvernement: le catalan Salvador Puig, Francisco Urdrigal, de San Sebastián de los Reyes (Madrid), les basques José Luis Monfragüe et Joaquín Fernández, et Miguel Rojo qui vient de tomber à Carmona (Seville). A ces crimes il faut ajouter: plus de cinq cent personnes emprisonnées, des peines très lourdes à ceux qui sont passés devant les tribunaux fascistes pendant cette période, interdictions de réunion, condamnations éloignées....

En ce qui concerne les premières tentatives de libéralisation de la presse, cela permet actuellement d'aller plus loin que ce qu'on a jamais permis antérieurement.

La main dure avec ceux qui ne se montrent pas prêts à faire une trêve avec l'oligarchie malgré ses belles promesses, et plus de douceur, plus de tolérance pour que s'exprime

qu'à un certain point, ceux qui se limitent à proposer un changement de méthodes dans la forme d'exercer la dictature de l'oligarchie: voilà en résumé, les deux faces que présente la politique de l'oligarchie aujourd'hui.

Le premier aspect, et comment pourrait-il en être autrement, ne nous surprend pas du tout. Si quelque chose nous est familiar c'est bien la répression systématique et féroce qu'exercent les grands exploitants contre le peuple espagnol depuis plus de trente ans. Le deuxième aspect est plus nouveau et c'est sur celui-là que nous allons nous attarder un peu:

LA POSSIBILITE D'UN CHANGEMENT DANS LA FORME DE LA DICTATURE DE LA GRANDE BOURGEOISIE

Dans cette esquisse de libéralisation il y a quelque chose de plus que dans les tentatives antérieures. L'ouverture qu'on a pu constater dans la presse a été utilisée par certains journaux qui se sont lancés dans une campagne d'agitation parfois étendue, en faveur de la concession de certaines libertés politiques. Ceci ne peut être que surprenant dans un régime dont une des caractéristiques fondamentales est de piétiner toute liberté. Il est superflu de dire que, dans un pays comme le nôtre où on prétend surveiller jusqu'à la respiration, les manifestations de ce type ne peuvent être la conséquence d'une négligence sinon quelque chose qui est forcément contrôlé par ceux d'en haut et qui jouit de leur accord. Nous pensons que tout cela correspond à un désir du côté de l'oligarchie de "faire un sondage" pour tâter les réactions qui provoquerait dans le pays une perspective semblable. Nous pensons que l'oligarchie a avoir une idée de ce qui se passerait en Espagne si elle se décidait à conceder quelques libertés. Quel serait le comportement des partis politiques qui s'opposent au régime; comment les masses, qui, sans appartenir à aucun parti, détestent le fascisme, accueilleraient une chose pareille; quelle attitude prendraient face à cette éventualité les membres de l'appareil d'Etat fasciste.....

Autrement dit, l'opération que l'oligarchie envisage, irait plus loin qu'un simple maquillage de sa dictature fasciste. A notre opinion, elle est en train d'envisager la modification de la forme même dans laquelle s'exerce cette dictature.

Pour ceux qui connaissent à fond les positions de notre parti, il peut sembler choquant que nous prenions en considération la possibilité de ce changement de style de la dictature de l'oligarchie, car effectivement, nous n'avions jamais jusqu'à maintenant pensé qu'un tel changement puisse se réaliser.

Notre opinion était celle-ci: Quand une classe instaure le fascisme dans un pays, c'est parce qu'elle considère que c'est l'unique issue possible et que, une fois instauré le fascisme elle ne va y renoncer pour rien au monde, si on ne l'oblige pas par la force. C'est ainsi qu'ont du faire les peuples qui, dans le passé, ont souffert de l'instauration du fascisme dans leurs pays. Nous pensions que pour l'oligarchie espagnole, renoncer au fascisme signifierait renoncer à la surexploitation et mettre en danger sa domination même, car notre peuple profiterait d'un régime de liberté pour mener la lutte contre l'oligarchie dans tous les domaines. Dans ce sens, il nous semblait inconcevable que l'oligarchie elle-même mettrait un frein aux superfétations qu'elle obtient grâce au fascisme, en se lançant dans une opération de rechange par une démocratie parlementaire, dont elle a, soit dit en passant, déjà expérimenté les désavantages.

Une série d'événements qui se passent soit en Espagne soit à l'extérieur, nous ont poussé à la réflexion quant à la validité de ces idées et nous en sommes arrivés à la conclusion que notre façon de voir cette question péchait excessivement par rigidité et simplicité. Nous nous rendons compte aujourd'hui de ce fait qu'une classe instaure le fascisme dans un moment donné, en estimant qu'il constitue l'unique moyen de sauver ses intérêts, ne signifie pas que dans un autre moment, l'existence du fascisme ne puisse constituer un obstacle dont il faut se débarrasser pour mieux avancer. C'est ce qui est arrivé au Portugal, où l'oligarchie fasciste a décidé d'essayer de gouverner avec des méthodes parlementaires, avec l'intention, évidemment, de faciliter l'obtention de quelques avantages qui avec le fascisme étaient devenues problématiques.

Ceci ne veut pas dire que si l'expérience ne donne pas les résultats attendus, l'oligarchie portugaise ne cherche pas son ultime recours dans le fascisme, mais c'est un fait que actuellement, elle cherche à gouverner par d'autres méthodes. Bien que les caractéristiques du Portugal soient bien différentes de

celles d'Espagne, nous pensons que les événements dans le pays voisin sont suffisamment importants pour nous pousser à reconstruire nos conceptions générales sur le fascisme.

Et en ce qui concerne l'Espagne? Pour imposer le fascisme, l'oligarchie a était obligée de faire une cruelle guerre civile contre le peuple, c'est une classe qui a besoin de la surexploitation du peuple pour pouvoir concurrencer d'autres pays capitalistes plus développés; le fascisme lui a permis d'obtenir des bénéfices fabuleux qu'elle n'aurait pu obtenir différemment; elle s'est accrochée au fascisme comme à son trésor le plus précieux sans qu'elle mit jamais, jusqu'à maintenant, manifesté son intention de renoncer aux méthodes fascistes de gouvernement, elle les a utilisé à fond et continue de les utiliser. Tout cela ne peut être nié. A partir de là, il est parfaitement juste de déduire que l'oligarchie espagnole tend profondément à dominer par le fascisme. Mais ces indications, à elles seules, ne suffisent pas pour affirmer que cette classe, qui a si bien montré sa tendance au fascisme en l'imposant et en le maintenant pendant plus de trente ans, va continuer toujours sur ce chemin là, elles ne suffisent pas pour écarter la possibilité qu'à partir d'un certain moment et pour une période donnée, elle adopte d'autres formes de domination. Le fait d'avoir écarter de manière absolue que cette possibilité se produise a été une erreur de notre part.

Nous devons poursuivre nos réflexions sur ces questions et nous efforcer que cette réflexion se traduise par un affinement toujours plus grand de notre politique. Mais déjà maintenant nous considérons comme positif le simple fait d'avoir repéré cet aspect erroné; car dans le cas contraire et au moment où l'oligarchie aurait décidé d'adopter des méthodes démocratiques-parlementaires, notre parti aurait été désarmé, au moins dans un premier temps, en facilitant à l'oligarchie et à ses comparses la mise en œuvre de cette manœuvre.

LES RAISONS DE FOND

La possibilité que cette manœuvre soit mise en pratique existe, ce n'est pas une fiction. Aux indications que nous avons citées plus haut, à titre d'illustration et qui, à notre avis, prouvent qu'au moins une partie de cette classe est en train d'envisager un virage de ce type, il faudrait ajouter qu'autour de cette alternative de l'oligarchie commence à se constituer un

jourd'hui même, un courant réformiste chaque fois plus vaste qui, par delà la diversité d'opinions des éléments qui le composent, est absolument d'accord sur un objectif: arriver à une réforme de l'actuel système politique, caractérisée par la conjugaison du maintien de l'appareil d'Etat actuel et la concession de certaines libertés. Il n'y a aucun doute que sur ce point il y a identité totale des points de vue entre tous ceux qui font partie de ce courant, qui actuellement ne regroupe pas seulement les secteurs de l'opposition réformiste influencés par le révisionnisme ou la social-démocratie, mais également des secteurs qui, il y a peu de temps, ne trouvaient encore dans l'orbite du régime. Il faut ajouter que cette perspective serait également vu d'un bon œil par la hiérarchie ecclésiale.

Mais ce ne sont pas uniquement des symptômes extérieurs comme ceux-ci qui nous font prendre en considération cette possibilité. Il faut également examiner les raisons fondamentales qui pourraient pousser l'oligarchie à mettre en pratique cette manœuvre.

Nous pensons que ces raisons ont une importance considérable. Une manœuvre de ce genre permettrait à l'oligarchie d'exercer une influence dans les masses, chose dont elle est complètement privée aujourd'hui, ainsi que de gagner l'appui des secteurs réformistes de la petite et moyenne bourgeoisie et des secteurs les plus arriérés du prolétariat. Entre les parties qui aujourd'hui se trouvent dans l'opposition, cette possible manœuvre lui garantirait l'appui, déjà annoncé par les dirigeants révisionnistes et sociaux-démocrates, ce qui l'aiderait énormément non seulement à tromper les masses, qui sont influencées par ces dirigeants, mais également à neutraliser dans une bonne mesure et au moins momentanément, le mouvement ouvrier et populaire. Ce ci pourrait également lui servir pour surmonter les tensions qui existent avec l'Eglise, en élargissant ainsi son influence sur les masses qui sont affectées par ces tensions. En plus elle arriverait à faciliter ses relations avec les pays du Marché commun européen et, plus tard son intégration dans cet organisme.

Il va sans dire que l'unité réformiste qui se créerait autour de cette politique de l'oligarchie —qui commence à se créer déjà aujourd'hui, en tant qu'annonce timide— entraverait extraordinairement le travail des révolutionnaires, et favorisait leur isolement au moins à court terme.

Les avantages que tirerait l'oligarchie d'une manœuvre de ce genre sont grands, tout aussi grands que le préjudice que ceci pourrait porter à la révolution. Raison de plus pour prendre au sérieux l'éventualité de cette manœuvre et de s'y préparer. Car, bien que personne ne puisse garantir que l'oligarchie va prendre ce chemin, il s'agit d'une possibilité réelle. Par rapport à ça, il faut souligner qu'elle est d'autant plus réelle que nous nous trouvons dans une situation dans laquelle en même temps que les luttes ouvrières et populaires ne cessent d'augmenter, les révolutionnaires sont encore relativement peu nombreux en comparaison des poids qu'ont les partis réformistes. Ce sont des facteurs, dont ceux qui défendent l'alternative oligarchique tiennent parfaitement compte. Il suffit de voir combien ils les mettent en relief pour donner plus de poids à leurs propositions.

QU'EST-CE QU'ON DEMANDE AU PEUPLE EN ÉCHANGE DE CERTAINES LIBERTÉS?

Le lecteur aura remarqué que quand, dans ces lignes, nous avons parlé de ce changement possible dans la situation politique, nous avons qualifié de manœuvre de la grande bourgeoisie, ce qui suppose déjà un jugement négatif, un jugement très différent de ceux qui en parlent en termes très élogieux, en le présentant comme un progrès extrêmement important pour le peuple espagnol.

Nous ne contestons évidemment pas qu'une situation pareille apporterait des avantages au peuple. Les libertés et les améliorations économiques que, évidemment, l'oligarchie serait obligée de concéder, allègeraient sans doute la vie des masses. Ceci est un aspect dont il faut tenir compte, mais ce ne peut être le seul. Il faut également se demander quels inconvénients une situation pareille apporterait et si ces derniers, ou les avantages qu'en obtiendrait momentanément, pèsent plus.

En définitive, il s'agit de savoir quel prix il faut que le peuple paye pour les avantages qu'il obtiendrait. Pour pouvoir déterminer ceci, examinons de plus près les caractéristiques de cette alternative à la situation actuelle que prônent certaines personnes. Ces caractéristiques se reflètent dans des revues légales telles que les "Cuadernos para el diálogo" ou "Cambio 16", ainsi que dans les points du programme de la "Junta démocratique" à laquelle nous avons fait allusion au début. Par

rapport à ça, nous aimerais présenter, à titre d'exemple, une phrase de la déclaration de cette "Junte démocratique": "La continuité de l'Etat exige aujourd'hui, pour des raisons de dignité et de responsabilité nationale, la non-continuité du régime." Ce paragraphe, nous semble-t-il, résume à merveille le trait principal de cette situation de rechange possible. Maintenir intact l'appareil d'Etat actuel et modifier les méthodes de gouvernement, chose avec laquelle en tenant compte de cela, n'est il pas juste de dire que le prix à payer pour ces avantages par le peuple est très élevé? Nous pensons que oui. Et nous ajoutons que c'est à ce truc que nous nous opposons, c'est cette situation dans son ensemble que nous ne pouvons qualifier autrement que de piège. Nous ne disons pas cela à la légère. Nous ne le disons pas parce que les avantages matériels que pourraient obtenir les masses nous laissent froids, ni parce que nous méprisons évidemment les libertés démocratiques, ni parce que nous méprisons tout changement de la situation qui ne soit le socialisme. Ce n'est pas le simple fait non plus qu'une situation pareille contienne des risques pour la révolution qui nous repousse. Nous croyons ne pas exagérer en disant que notre parti, malgré sa jeunesse et son expérience limitée, a relativement profondément assimilé l'idée que la lutte des classes est complexe, que le chemin du socialisme est dur et plein de hauts et de bas, que peuvent se présenter des situations chargées de risques et de dangers, ce qui ne doit pas être un obstacle pour qu'elles résultent fondamentalement propices pour la révolution.

Ce n'est donc pas sur ce terrain-là que se trouvent les raisons de notre attitude critique face à cette situation. Si nous dénonçons ce qu'il peut y avoir de piège c'est parce que elle ne comporte pas la moindre perte du pouvoir du côté des ennemis du peuple, qui continueraient à conserver intact leur pouvoir économique et politico-militaire, malgré la modification des formes avec lesquelles ils exerceront leur dictature. Mais nous ne nous basons pas uniquement sur ce fait évident. Il y a autre chose, et d'importance.

Nous nous rapportons, en premier lieu, au fait de que cette manœuvre qui compte avec l'appui des Partis réformistes, aurait tendance à détourner les masses face à leur ennemi, à répandre entre elles de fausses illusions et à les désarmer.

Nous nous rapportons, en deuxième lieu, au fait que l'oligarchie, en conservant intact l'Etat actuel et à la faveur d'une situation dans laquelle les masses seraient désarmées par le réformisme, pourrait facilement déchaîner la répression la plus impitoyable contre le peuple et retourner quand elle en aura envie, aux méthodes terroristes qu'elle a employées jusqu'à maintenant. Les facilités qu'aurait l'oligarchie pour décapiter le mouvement ouvrier et populaire seraient infiniment plus grandes que celles dont elle dispose maintenant. Actuellement, les combattants savent que le fascisme ne connaît pas beaucoup d'égards et, ceux qui luttent les se protègent contre les coups de la répression. Ceci changerait dans une situation où logiquement, l'influence des idées réformistes tendrait à rendre les masses confiantes dans la solidité d'un régime de libertés. Il va de soi que le coup, tant par rapport à l'organisation qu'au moral du mouvement ouvrier détruirait dans une bonne mesure les progrès faits pendant tant d'années de lutte par le mouvement ouvrier et populaire.

Comme on verra, ce que nous discutons ici n'est pas le problème des libertés démocratiques. Ce qui est en jeu c'est le contexte dans lequel se présenteront ces libertés. La concession de certaines libertés ferait partie d'une situation qui, dans tous les cas, est conçue par l'oligarchie comme un moyen pour étrangler la révolution et consolider sa dictature et, qui dans un futur, peut favoriser une répression plus brutale et généralisée que celle que nous connaissons actuellement.

Pour ça, quand Santiago Carrillo dit que le principal bénéficiaire de la liberté serait toujours le peuple, il essaie de libérément de le tromper. On ne peut pas mettre en avant les libertés et se taire sur le reste. Il n'est pas admissible de cacher que des libertés qui ne reposent pas sur un pouvoir révolutionnaire, mais sur un pouvoir aux mains d'une classe qui, durant des années, a refusé toute concession de liberté, ont la fragilité d'une statue de porcelaine. Il est inadmissible de ne pas mettre en évidence devant les masses les circonstances qui expliquent que si l'oligarchie fait ce pas, c'est précisément pour conjurer la révolution et renforcer le capitalisme. Cette opération suppose, de sa part, donner un appui à l'ennemi de classe, un appui à ce nouveau gouvernement qui malgré l'utilisation de

thodes "démocratiques" ne serait autre chose qu'une nouvelle forme de la dictature de l'oligarchie. Il est criminel, finalement, de cacher au peuple que, si l'expérience échoue, l'oligarchie peut toujours retomber dans ses "mauvaises habitudes", car ce n'est pas en vain qu'elle continue de conserver son pouvoir économique et son Etat. cette machine infernale que Santiago Carrillo non seulement a renoncé à détruire, mais dont il ne perd aucune occasion pour louer la "neutralité" et le "patriotisme" de ses composantes.

La différence entre la politique de Carrillo et la notre ne réside pas dans le fait que lui, soit favorable aux libertés, et nous pas. La différence réside dans le fait que, tandis que sa politique se base sur la renonciation à détruire l'Etat de l'oligarchie et sur un appui à la dictature de l'oligarchie, si elle se conforme à concéder ces libertés, nous, les communistes tout en luttant pour les libertés, nous ne renoncerons jamais à détruire son Etat, nous lutterons toujours contre les ennemis du peuple quelles que soient les formes de domination que ceux-ci adoptent.

LA POLITIQUE DES COMMUNISTES

Et si cette situation dont nous venons de parler se présentait en Espagne, quelle serait notre politique?

Nous combattrions les illusions réformistes entre les masses, en montrant la fragilité d'une situation où certaines libertés sont concédées, tout en maintenant l'appareil d'Etat actuel, et nous mettrions, d'une façon générale, le doigt sur toutes ces questions que les dirigeants réformistes et l'oligarchie, cachent aux masses, avec l'intention de les endormir.

En même temps, nous ne devrons pas perdre de vue qu'une situation pareille serait caractérisée par un essor du réformisme et un reflux de la révolution, qui risque de renverser la tendance d'offensive des idées révolutionnaires et de régression des réformistes à laquelle nous avons assisté ces dernières années.

Dans ces circonstances, notre Parti devra s'efforcer de développer une lutte de masse qui, en partant des mots d'ordres plus récentes et mobilisateurs porterait les masses à repousser toute trêve avec l'oligarchie et à intensifier nos actions sur le plan politique et économique.

Dans cette perspective, il serait nécessaire d'impulser des actions de masse pour exiger le démantèlement des organisations de l'appareil d'Etat qui se sont distinguées le plus dans la répression fasciste contre le peuple, pour revendiquer qu'ils soient punis, châtiés et pour punir là où c'est possible les fauteurs les plus odieux: policiers, chefs militaires, hautes fonctionnaires. Qu'aucune manœuvre de l'oligarchie ne puisse empêcher que ces assassins soient punis! Et que leurs crimes ne restent pas impunis!

Nous devrons également nous efforcer de montrer les limites des libertés que concéderait l'oligarchie, en dirigeant les masses dans les luttes pour élargir et étendre ces libertés à d'autres terrains sur lesquels l'oligarchie n'est pas disposée à entrer. Il ne s'agirait pas seulement d'étendre les libertés individuelles, mais également d'exiger la liberté des nationalités opprimées, le droit à l'autodétermination.

Il serait également nécessaire de stimuler les luttes économiques dans les entreprises, dans les quartiers, à la campagne, dans les universités.....

Il s'agirait en définitive dans ces circonstances de mettre dans le jeu toute notre imagination et notre initiative pour mobiliser les masses autour de ces objectifs qui, tout en étant compréhensibles pour elles, offrent les possibilités d'approfondir la lutte contre l'oligarchie et son Etat, en empêchant, dans la mesure du possible la paralyse populaire que l'ennemi recherche. Dans la mesure de nos forces, nous chercherons d'empêcher le triomphe de ce climat de "oublions le passé" qu'essayent de créer ceux qui préconisent cette manœuvre.

Et si la manœuvre ne réussit et si un jour nous pouvons compter sur certaines libertés, nous ne resterions pas dans un coin, en prétendant que ces libertés sont fragiles. Qu'est-ce qu'ils feraient d'autre, l'oligarchie et ses satellites réformistes? Non, nous profiterons dès le premier moment pour closer et pilori les uns et les autres et nous ferons les plus grands efforts pour nous organiser et organiser les masses de façon à profiter des possibilités de cette situation.

Mais sans affaiblir notre vigilance sans oublier qu'à tout moment il faut être préparé pour les luttes plus dures et plus sanglantes que nous prépare l'avenir.

Notre but est d'écraser le fascisme, de détruire l'Etat de l'oligarchie et d'édifier le socialisme. Nous ne le perdons pas de vue. Il nous importe peu que dans un futur, nous nous voyions confrontés avec une ou plusieurs manœuvres de l'oligarchie tendant à modifier ses formes de dictature. Quoi qu'il en soit, il sera toujours indispensable de se préparer pour une longue et coûteuse lutte armée de masse qui détruise l'appareil répressif de nos ennemis.

MAINTENONS CLAIR NOTRE BUT! SACHEONS LE SUIVRE À TRAVERS LES CHEMINS VARIÉS DE LA LUTTE POLITIQUE! PRÉPARONS-NOUS EN TOUTE CONSTANCE POUR MENER LA LUTTE ARMÉE REVOLUTIONNAIRE CONTRE NOS ENNEMIS!

(Servir al Pueblo N°30, Agosto de 1974)



MOUVEMENT COMMUNISTE D'ESPAGNE

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC